

La voix de l'opposition de gauche

Le 16 avril 2018

CAUSERIE

- [Causerie au format pdf \(pages\)](#)

La dégénérescence du mouvement ouvrier est pire qu'une défaite.

Hypocrisie partagée ou quand trop tard à la soupe se réveille quand tout est terminé, quelle lâcheté !

- « **Macron : c'est la guerre !** ». **Un appel du BN du POID daté du 14.04, mis en ligne le 15 avril.**

Pour le POID, le bombardement de la Syrie était somme toute légitime.

Franchement, pourquoi "*la coalition militaire dirigée par les États-Unis*" ne bombarderait-elle pas la Syrie qui recourent également à "*l'utilisation d'armes chimiques*" ?

POID - Le prétexte invoqué de l'utilisation d'armes chimiques en Syrie est une pure hypocrisie puisque la coalition militaire dirigée par les États-Unis et à laquelle le gouvernement Macron participe en utilise elle aussi : « L'utilisation par la coalition emmenée par les États-Unis de munitions au phosphore blanc dans la banlieue de Raqqa, en Syrie, est illégale et pourrait constituer un crime de guerre » (16 juin 2017, Amnesty international).

Au passage, il n'hésite pas à recourir à une officine financée par le Département d'Etat américain...

Pourquoi, parce qu'il existerait de bons prétextes pour que la coalition militaire Washington, Paris et Londres bombarde un pays ? Voilà à quel niveau est tombé l'internationalisme prolétarien, quelle honte !

Et puis, agresseur et agressé, dominant et dominé sont placés sur le même plan, avec de tels opposants Macron et l'oligarchie peuvent dormir tranquille. Au NPA et à LO, ils mettent sur le même plan les barbares d'Al-Qaïda et Daesh et le gouvernement syrien en espérant la chute de ce dernier au profit des supplétifs du Pentagone ou la Fed.

Ils osent tout aussi ces furieux opportunistes.

Ils osent lancer une pétition intitulée : *Arrêt immédiat des bombardements en Syrie !*

Pathétique et misérable !

J'avais hésité à remettre dans le portail des liens vers la page Facebook et le blog du POID et j'ai eu raison. J'ai appelé les travailleurs à rejoindre le POID apparemment par excès de faiblesse ou en désespoir de cause, j'aurais mieux fait de m'abstenir également, car décidément ils ne changeront jamais, ils sont répugnants, irrécupérables.

Et ce n'était pas la première fois. Il m'est arrivé à plusieurs reprises de partager des positions avec le POID et de le soutenir tout en émettant toujours des réserves, et une ou deux semaines plus tard on avait le droit à une nouvelle saloperie du genre de celle-ci, celle-ci est colossale et inexcusable, la goutte de trop !

Mon attitude avait été motivée par le besoin de proposer un pôle de regroupement où les lecteurs qui partageaient mes analyses pourraient se rassembler, car on ne peut pas se contenter d'idées ou de manifester son opposition en demeurant devant un écran, ce n'est pas cela qui fera avancer notre cause, on a besoin d'un engagement pratique, de s'organiser pour aller de l'avant... Sinon on se retrouve dans la situation très inconfortable ou plutôt insupportable, de n'avoir rien à proposer aux travailleurs et aux militants et de passer pour un commentateur finalement passif comme une multitude d'intellectuels aux idées courtes.

C'est dans ce sens que j'ai également affirmé à plusieurs reprises qu'on était pris en otage par ces partis faillis ou face à un cruel dilemme. Je fustige sans cesse les intellectuels ou les membres des classes moyennes qui se contentent de critiquer le régime en les appelant à rejoindre le mouvement ouvrier, mais pour quoi je passe quand tous ses partis sont pourris, pour un vulgaire donneur de leçons qui manque singulièrement de rigueur ou pire, qui les trompe, ce qui me fait horreur, d'où ma réaction qui toutefois demeure mesurée ou ma colère qui est contenue.

Vous aurez constaté que je ne fais pas dans l'invective, j'avance des arguments, j'analyse ce qui ressemble à une manoeuvre grossière d'appareil en proie à des contradictions qu'il est incapable d'assumer.

Il a le droit de pavoiser.

- Macron se justifie sur la Syrie et ne voit pas de "coagulation" des mécontentements - AFP 16 avril 2018

Dehors Macron, abolition de la Constitution de la Ve République qui lui donne les pleins pouvoirs !

De quelle légitimité se revendiquent-ils pour bombarder la Syrie, alors que Macron a été élu à l'issue d'un scrutin truquée et a recueilli moins de 20% des voix des électeurs inscrits au premier tour?

De quelle légitimité se revendiquent-ils pour bombarder la Syrie, quand tous les peuples y sont opposés ?

Et sur quoi reposent leurs preuves pour imputer au gouvernement syrien une attaque chimique ? Sur le témoignage des barbares, le gouvernement français n'a rien trouvé d'autres. Il faut que tous les travailleurs le sachent. Il faut qu'ils sachent que tous les arguments pour justifier sa politique antisociale reposent sur une forfaiture, qu'ils ont à faire à des escrocs qui ne reculent devant aucun moyen pour les abuser.

Il prétend lutter contre les fake news, alors qu'il est le premier à en produire à échelle industrielle.

Mais pourquoi cela intervient-il maintenant et pas avant ?

Il y a bien sûr la crise du capitalisme qui a dépassé le stade critique compromettant sa survie qui constitue un élément d'explication, et sans la finance mafieuse et criminelle, il se serait déjà effondré. Mais surtout il fallait aux capitalistes en finir avec toute opposition organisée liée historiquement au mouvement ouvrier, même corrompue ou acquise au capitalisme, ce qui passait par la liquidation du PS dans lequel une partie de la classe moyenne se reconnaissait, de manière

à ce que ses courants qui étaient prêts à se tourner vers la réaction franchissent le pas en rejoignant Macron ou LREM, pendant que ceux plus ou moins liés au mouvement ouvrier et tout aussi inféodés au capitalisme se disloqueraient, tandis que le mouvement ouvrier se réduirait à l'aristocratie ouvrière ayant appelé à voter Macron, la classe ouvrière ayant largement déserté le mouvement ouvrier.

Une fois toute opposition organisée neutralisée ou réduite à l'impuissance, ils allaient avoir le champ libre pour tout se permettre ou presque afin d'appliquer la suite de leur programme ultra réactionnaire, tout pôle de regroupement des couches progressistes des classes moyennes incarnant l'opposition ayant disparu, la menace d'une mobilisation de masse à laquelle participeraient les bataillons de la classe ouvrière s'éloignait, d'où leur arrogance débridée ou le profond mépris qu'ils témoignent au peuple, ainsi que leur détermination affichée à aller au bout de leur contre-réformes puisqu'il n'existe plus aucun ennemi organisé susceptible de les en empêcher ou de ralentir la mise en oeuvre de leur plan.

Cela fait penser à un tapis volant fourni par le PS sur lequel tout ce que compte la gauche et l'extrême gauche se serait embarqué, et qui à un moment donné se serait désagrégé, précipitant tout ses passagers dans le vide. Alors la question est de savoir, pourquoi on nous a embarqués dans cette aventure dont l'issue était prévisible, sachant que la trame de ce tapis qui présentait de graves défauts ou était rompu par endroits ne résisterait pas aux orages à venir et entraînerait sa dislocation, pourquoi nous a-t-on entraîné dans une telle galère qui risque de nous être fatale, pourquoi ? Voilà la question que chaque militant doit poser à nos dirigeants.

Ils répondront avec aplomb que c'était la seule embarcation à notre disposition, et qu'il n'y a pas à revenir dessus. Qu'il nous permis de penser le contraire. Pour déterminante que soit cette question, reste à savoir si nous serons en mesure de construire le vaisseau qui guidera les masses à l'assaut du pouvoir.

Si face à un pouvoir absolutiste nous ne manifestons la détermination la plus résolue pour le renverser, l'humanité est vouée à sa perte. Ce qui arrive aujourd'hui est le produit de la collaboration de classes à des degrés divers, du refus de rompre avec tout ce qui incarnait la réaction, y compris au sein du mouvement ouvrier. On a voulu jouer au plus malin sur tous les tableaux et on a perdu. Et c'est cela qui était également prévisible, parce que nous n'étions pas maître de la règle du jeu, on nous l'a imposée, on a cru qu'on pourrait la détourner et obtenir un autre résultat que celui pour lequel elle était destinée, et nous avons échoué lamentablement.

Parole d'internaute à la suite de l'intervention télévisée du monarque.

La dernière imposture a fonctionné sur les esprits faibles...

- *"C'est la première fois que je trouve un débat politique sans conventionnalisme préalable entre journalistes et politiques. Je dirais que c'était très intéressant, voir captivant."*

Moins chez d'autres un peu plus lucides...

- *"C'est E. Macron qui avait fait le choix de ses interlocuteurs pour avoir l'occasion de se monter courageux... Et tous les gogos sont tombés dans le panneau, c'est du cinéma médiatique, de l'illusion..."*

Ce que Macron a dit dimanche sur la Syrie

Il a avoué avoir accusé le gouvernement syrien pratiquement immédiatement, sans attendre la moindre explication, la moindre enquête, la moindre preuve.

- "Cette décision, la France l'a prise sur le principe dès dimanche dernier, 48 heures après les premières traces d'utilisation d'armes chimiques dans la Ghouta orientale. Elle est conforme aux engagements que nous avons pris". Passons sur le fait qu'il aurait dû employer le plus-que-parfait.

Quand le monde se réduit au gang Washington-Paris-Londres.

- "c'est la communauté internationale qui est intervenue", réduite de fait à 3 Etats sur plus de 200.

Mise au point qui le ridiculise.

- Dans son entretien télévisé de dimanche soir, Emmanuel Macron a affirmé qu'il avait convaincu Donald Trump de maintenir les troupes américaines en Syrie. La Maison-Blanche a démenti dans la nuit. LeParisien.fr 16 avril 2018

Les enrégés en rajoutent une couche chaque jour.

- Berlin accuse Moscou d'être derrière une récente cyberattaque - Reuters 15.04

- Ryad s'en prend à Téhéran au sommet de la Ligue arabe - Reuters 15.04

- Pence veut des mesures pour isoler davantage le président Maduro - Reuters 15.04

Qui gaze le peuple ?

- "Ils ont gazé à bout portant tous les clients" : le propriétaire d'un bar nantais raconte l'intervention musclée des CRS sur sa terrasse - Franceinfo 15.04

Quelques heures après la manifestation en soutien à la ZAD, samedi 14 avril à Nantes, où étaient rassemblés entre 6 700 et 10 000 manifestants, le ton est monté sur la place de la Bourse. Les CRS ont violemment évacué les clients d'une terrasse, en réponse aux insultes qu'ils recevaient depuis quelques minutes. Deux vidéos des faits, l'une postée par Presse Océan, l'autre par une cliente du bar, ont fait le tour des réseaux sociaux.

Dans ces images, on aperçoit des clients installés sur une terrasse. Plus loin, un groupe de CRS. De la terrasse, les clients commencent à invectiver les forces de l'ordre, signalant la présence d'enfants du côté des terrasses. Quelques insultes fusent. Des nuages de gaz sont encore visibles sur l'ensemble de la place. Quelques instants plus tard, les CRS chargent et évacuent les clients à coups de gaz lacrymogène, bousculant tables et chaises. Certains s'enfuient, d'autres se réfugient dans le bar.

"En trois, quatre minutes, ils ont attaqué", raconte Julien Lassourd, propriétaire du bar Y.O.U. à qui appartiennent les terrasses, interrogé par franceinfo. Selon lui, une quinzaine de personnes se trouvaient alors en terrasse et une dizaine à l'intérieur du bar. "On n'a pas trop compris parce qu'il n'y a pas eu de mouvement de foule", explique-t-il, encore surpris par les faits.

Ils ont gazé à bout portant tous les clients. Comme la porte du bar était ouverte, sur les murs, sur la vitre, il y avait une poussette dehors, il y avait des jeux pour enfants... Tout ça c'était maculé de lacrymo. Julien Lassourd, propriétaire du bar. franceinfo.

"Heureusement, on avait du lait et du citron pour soigner sur le tas", témoigne le propriétaire. Si Julien Lassourd confirme que les invectives provenaient des clients installés sur sa terrasse, il n'accepte pas que cela ait justifié d'une intervention des forces de l'ordre. "Oui, ce n'est pas bien d'insulter les gens, mais les CRS sont entraînés à recevoir les insultes. Ils sont là pour défendre

les gens et les commerces, mais là, ils ont fait l'inverse : ils ont attaqué !", déplore-t-il, précisant être allé parler aux CRS.

"Je voulais savoir qui était responsable, je leur ai demandé vers qui porter plainte. Ils m'ont dit qu'il fallait porter plainte contre la préfète." Le barman a donc lancé un appel sur Facebook, invitant les clients de son bar et les Nantais à adresser une plainte. Celui qui se dit "agressé dans [son] travail" compte aussi se rapprocher d'autres collègues nantais, qui auraient rencontré les mêmes situations. "Je sais que c'est arrivé sur beaucoup de terrasses [...] Je vais communiquer avec d'autres restaurateurs pour savoir s'ils vont porter plainte", indique-t-il. Contactée par franceinfo, la préfecture de police n'a pas encore répondu à nos demandes. Franceinfo 15.04

Etat policier, la réalité et non une fiction.

- A Nice, Estrosi fait entrer la police à l'école - Liberation.fr 15.04

A partir de lundi, trois groupes scolaires niçois verront débarquer pendant trois mois des policiers, qui seront non armés, contrairement à ce que le maire de la ville souhaitait. Entre 20 et 22 écoles se seraient déjà portées volontaires pour la rentrée de septembre si le dispositif est reconduit. Liberation.fr 15.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Espagne

- Des Barcelonais défilent pour soutenir les indépendantistes incarcérés - Reuters 15 avril 2018

Près de 350.000 partisans de l'indépendance de la Catalogne ont défilé dimanche dans les rues de Barcelone pour réclamer la remise en liberté des dirigeants indépendantistes incarcérés par la justice espagnole. Reuters 15 avril 2018

Slovaquie

- Slovaquie : nouvelle manifestation pour demander le départ du chef de la police - AFP 15 avril 2018

Des dizaines de milliers de Slovaques ont manifesté dimanche pour exiger le départ du chef de la police, redoutant qu'une vraie enquête ne soit pas conduite sur l'assassinat d'un journaliste qui travaillait sur la corruption dans le pays. AFP 15 avril 2018

Monténégro

Encore un qui est ultra minoritaire et illégitime.

- Djukanovic élu dès le premier tour à la présidence du Monténégro - Reuters 16 avril 2018

Le dirigeant historique du Monténégro, Milo Djukanovic, favorable à une adhésion à l'Union européenne, a remporté dimanche dès le premier tour l'élection présidentielle avec 53,5% des voix, selon une projection de l'institut de sondage Centre de surveillance et de recherche (CeMI).

"J'interprète le résultat de cette élection comme une confirmation de l'évolution du Monténégro vers les valeurs européennes, les normes européennes et une adhésion pleine et entière à l'Union européenne", a-t-il ajouté avant d'ouvrir une bouteille de champagne.

Milos Nikolic, député du DPS, a coupé court à tout suspense: "Il n'y aura pas de second tour, Djukanovic est le nouveau président du Monténégro."

Mladen Bojanic, un homme d'affaires soutenu par une alliance de partis d'opposition dont certains souhaitent des liens plus étroits avec la Russie, arrive en deuxième position avec 33% des suffrages, selon le CeMI.

"Je suis fier de mon résultat", a-t-il dit à la presse. "Je vais continuer à me battre pour libérer le Monténégro de la dictature de Djukanovic."

Le taux de participation à 19h30 (17h30 GMT), une demi-heure avant la fermeture des bureaux de vote, était de 61,6%, a indiqué la commission électorale de l'Etat. Aucune irrégularité électorale importante n'a été signalée.

Milo Djukanovic, qui abordait ce scrutin en grand favori, domine la politique monténégrine depuis 1991, soit au poste de Premier ministre, soit au poste de président. Après avoir démissionné de la tête du gouvernement en 2016, il a annoncé sa candidature le mois dernier.

La fonction présidentielle est essentiellement honorifique au Monténégro mais Djukanovic, dont le DPS contrôle le Parlement, devrait exercer une influence plus grande.

Pendant la campagne électorale, les candidats de l'opposition ont accusé Djukanovic d'encourager le népotisme, la corruption et les liens avec le crime organisé, ce qu'il a démenti. Reuters 16 avril 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

Le double langage des traitres.

- Défilé du 1er mai : la CGT va proposer une mobilisation «unitaire» - Le Parisien 15 avril 2018

Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, a annoncé ce dimanche qu'il allait proposer un défilé unitaire pour le 1er mai prochain. L'année dernière, aucune entente n'avait été trouvée entre les syndicats. Egalement interrogé sur la réforme ferroviaire, le syndicaliste a estimé que « rien » n'avait avancé dans les négociations avec le gouvernement.

« On doit pouvoir trouver un terrain d'entente sur un certain nombre de revendications et le 1er mai pourrait être une occasion d'exprimer non seulement la solidarité à ceux qui luttent, mais de proposer des alternatives », a estimé Martinez sur le plateau du Grand Jury RTL, Le Figaro, LCI.

« Nous voulons et nous pensons qu'il est nécessaire que l'ensemble des organisations syndicales se mettent d'accord, pas sur tout, il y a des différences. Mais, vu la situation, alors qu'il y a unité syndicale chez les cheminots, chez les fonctionnaires, à Air France, à Carrefour, pourquoi

nationalement, nous ne donnons un signe pour dire que nous soutenons ces mobilisations, en pointant quelques enjeux revendicatifs clairs, la question de l'emploi, des salaires... », a-t-il ajouté.

« Le 1er mai est une journée où peu de gens travaillent », cela peut être « l'occasion de montrer son mécontentement », a souligné Martinez. Celui-ci « souhaite qu'il y ait beaucoup de monde » jeudi prochain lors de la journée d'action interprofessionnelle organisée par son syndicat et Solidaires, avec manifestations et appels à la grève.

Interrogé sur le chef de file de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, qui a participé samedi à une journée de mobilisation à Marseille, aux côtés de la CGT, entre autres, M. Martinez a indiqué que le député « fait partie de ceux, qui à l'Assemblée nationale, par exemple, au groupe France insoumise reprennent des propositions de la CGT ».

« A l'Assemblée nationale, sur la réforme ferroviaire, par exemple, oui, c'est un allié. En tout cas, c'est un relais politique, comme d'autres », a-t-il ajouté.

Toujours au sujet de la SNCF, Philippe Martinez a confié qu'il n'y avait eu « aucunes avancées », dans les négociations avec l'exécutif. Si le gouvernement « accepte enfin de discuter sérieusement d'un certain nombre de points qui posent problème, cela peut se régler rapidement », a-t-il ajouté. Mais « si le gouvernement s'arc-boute dans sa position dogmatique, ça continuera », a-t-il prévenu. Le Parisien avec AFP 15 avril 2018

- François Ruffin a déclaré dans l'émission "Questions politiques" :

- L'ancien journaliste rêve de commémorer à son tour cet anniversaire au début du mois de mai même s'il explique ne pas se sentir un enfant de mai 68 et qu'il préfère chercher ses sources d'inspiration dans la Révolution française, le Front populaire et Jean Jaurès. Le HuffPost 15.04

Ouf ! N'est-ce pas monsieur Macron ?